



L'avocat Me Christian Bomo Ntimbane, en cette rentrée académique, interpelle le gouvernement camerounais sur la nécessité d'orienter les jeunes bacheliers, vers des filières qui peuvent garantir leur insertion socio-professionnelle.

Me Timbane pense notamment que les facultés de droit sont les plus grandes usines de fabrication de chômeurs au Cameroun.

"Ces images en capture sont celles de la rentrée académique en faculté de droit de la nouvelle université d'Ebolowa. Cette salle bondée, certainement qu'elle le sera davantage, illustre la situation du sureffectif dans les facultés de droit du Cameroun. Or 99% des étudiants des facultés de droit se retrouveront à la fin de leurs études en chômage. Je ne peux dénombrer le nombre de sollicitations de jeunes diplômés de droit que je reçois, dans l'espoir d'un stage d'Avocat. Il n'y a plus de travail pour les juristes. Dans des pays comme la France, les effectifs des facultés de droit sont drastiquement réduits parce que les étudiants se rendent bien compte qu'ils trouveront difficilement des emplois. D'ailleurs la plupart des étudiants en droit sont obligés de doubler leur formation d'un diplôme d'école de commerce ou de gestion, afin de pouvoir exercer en entreprise ou dans les cabinets d'affaires, les missions de juristes et de gestion. L'irresponsabilité du gouvernement camerounais est aussi patente dans ce chaos. Des jeunes bacheliers se retrouvent dans les facultés de droit parce qu'ils

n'ont pas été orientés ou que des explications sur les débouchés réelles ne leur sont pas présentées."

Christian Ntimbane Bomo